

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 208 - VENDREDI 21 MARS 2014

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Nicolas Sarkozy devrait s'en sortir  
"sauf si le droit finit par l'emporter"  
selon son avocat.  
Les Contis, tous les militants  
apprécient !

## AGENDA MILITANT

→ 26 mars

Paris [Appropriation sociale  
et Histoire. 1789-1920](#)

→ 30 mars

île de France : [Les Afriques](#)

→ 1er avril

Prades [L'héritage](#)

→ 4 avril

Europe [Manifestation européenne](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Culture

« [La culture est un droit et un bonheur](#) »,

Jack Ralite

« [À nous tous, citoyens, de fabriquer  
de la politique](#) », Jacques Livchine

→ Initiatives

[Pourquoi il faut abroger  
la loi du 15 mars 2004](#), texte collectif

→ 93 - Saint-Denis

[Dynamique citoyenne](#)

## Contre l'austérité, une possible convergence des forces

À 48 heures du premier tour des élections municipales, le résultat qui sortira des urnes va percuter un paysage politique en pleine recomposition.

En deux mois, François Hollande a engagé une initiative de grande ampleur en faisant de l'adoption du "pacte de responsabilité" un « *moment de vérité* » pour le pays et le tournant du quinquennat. Les forces de gauche et écologistes sont confrontées à un choix crucial : soutenir une politique d'austérité qui va jusqu'à remettre en cause le financement de la Sécurité sociale, ou refuser cette régression sans précédent, décider de renverser la table et de mettre un coup d'arrêt à une politique qui détruit les solidarités.

La droite est soumise à des pressions multiples, entre le Front national qui renforce son implantation, et la difficulté de s'opposer à un Président de gauche qui s'allie au patronat. Sans compter ses principaux dirigeants qui se retrouvent broyés médiatiquement par des affaires en rafale.

Les résultats des élections municipales, au-delà des importants enjeux locaux qui sont posés, ne seront pas un simple thermomètre de la situation : ils vont impacter le champ politique et renforcer la nécessité d'une alternative à la politique menée par le gouvernement.

Les forces du mouvement social, les militants syndicaux et associatifs sont confrontés à cette situation difficile : poids du Front national, rejet de la politique du gouvernement, difficulté d'envisager la possibilité d'autres choix... Cela renforce la nécessité de tisser des alliances nouvelles entre forces politiques de gauche et écologistes, forces syndicales et associatives pour dégager de nouveaux espaces, ne pas se laisser étouffer par le dogme de l'austérité.

Cette convergence d'un type nouveau est une nécessité inscrite dans la situation. Cela suppose qu'elle ne se situe pas sur le terrain électoral ou revendicatif mais dans l'exigence partagée d'ouvrir de nouveaux horizons et de donner tout leur écho aux aspirations à l'égalité des droits, à la justice sociale et environnementale et au partage des richesses. La marche du 12 avril peut être une première étape d'une convergence contre l'austérité qui donne force dans le pays à une dynamique populaire.

● François Calaret, Ensemble !



# La culture, vecteur d'émancipation

## Les intermittents, porteurs d'à-venir

**Réduction du budget de la culture et menaces d'une baisse de 20 % en trois ans d'une part, contre le statut des intermittents d'autre part sont les deux axes de déconstruction du vecteur d'émancipation qu'est la culture. Face à cela une lutte inégalée des acteurs de ce champ.**



### De quoi l'intermittence est-elle le nom ?

Tout le démontre : il n'y a pas de surcoûts liés au régime des intermittents du spectacle et aux annexes 8 et 10 de la convention Unedic. Il y a la proposition unanime d'une "branche" (employeurs, salariés, associations professionnelles...) pour améliorer ces annexes et lutter contre certains abus. Il y a le soutien symbolique d'une ministre de la Culture qui a tant à perdre sur ce dossier. Il suffit pour vérifier tout cela de visionner notamment les vidéos "ripostes" 1 à 4 sur Internet<sup>1</sup>.

Alors pourquoi sentons-nous à chaque déclaration qu'il se joue autre chose sur ce dossier ?

Pourquoi pressentons-nous qu'une défaite des travailleurs de la culture ne serait pas simplement leur défaite ?

Les artistes et les techniciens ont la mémoire des luttes de 2003. La force

et la radicalité de leurs actions le démontre. Ils savent aussi qu'il est temps de croiser les questionnements, de mêler actions syndicales et politiques, alternatives concrètes et réflexions éthiques. Chaque Assemblée générale voit émerger des attaques argumentées contre une politique culturelle à l'abandon et sans aucun cap. Chaque manifestation, chaque occupation sont le lieu d'une convergence des luttes avec les plus précaires. Chaque prise de position souligne avec force la nécessité de réfléchir à la place du travail dans nos vies et aux moyens de sécuriser nos existences face au rouleau compresseur des dérèglementations.

Oui, l'intermittence est plus que l'intermittence ! Elle symbolise un nouveau point de rupture dans la construction d'une alternative à l'organisation de nos sociétés. Où s'arrête et où commence

le travail ? À quoi sert le temps libéré ? Où se situe l'action de l'État ? Quelle doit être la place des espaces d'auto-organisation ? Où doit être construite la solidarité entre les travailleurs ? Si nous aidons les artistes et techniciens face à la discontinuité de leurs emplois, pourquoi ne pas trouver des solutions adaptées pour tous ? L'intermittence est le nom d'une sécurité nouvelle qui nous oblige à mêler réflexions syndicales, positionnements politiques et constructions du futur ! C'est aussi pour cela que le MEDEF attaque ce mécanisme d'indemnisation du chômage. Le Front de Gauche a tout à gagner à s'immerger dans ces questionnements porteurs d'à-venir.

● Laurent Eyraud-Chaume



<sup>1</sup> "Ciné-tracts" de la Coordination des Intermittents et Précaires d'IDF :

- Ripostes n°1 - Le déficit des annexes 8 et 10 des intermittents du spectacle n'existe pas : <http://www.youtube.com/watch?v=tC9ifnAumLM>
- Ripostes n°2 - DésinTox, réponse à l'émission C dans l'air du 29.01.2014 : <http://www.youtube.com/watch?v=HYhGvFSSRLA>
- Ripostes n°3 - Propositions pour le régime des intermittents du spectacle : <http://www.youtube.com/watch?v=OGwzUNu-XtQ>
- Ripostes n°4 - Intermittents du spectacle : aucun déficit, aucun surcoût : [http://www.youtube.com/watch?v=t4W\\_colyTO4](http://www.youtube.com/watch?v=t4W_colyTO4)



## L'assurance chômage : palliatif ou alternative

Les intermittents avaient en 2003, puis en 2006, connu des attaques frontales contre leurs droits. Aujourd'hui, le Medef et la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ont voulu franchir un pas supplémentaire en remettant carrément en question ces droits, en revoyant aussi à la baisse les conditions et montants d'allocations de tous les chômeurs. Ce sont, en chaîne, les congés de maternité, les retraites qui sont touchés, toute la protection sociale. Premières victimes : les plus fragiles, ceux, de plus en plus nombreux, dont les CDD de plus en plus courts s'enchaînent.

On pourra noter sans doute que dans un certain nombre de textes de ce mouvement, les revendications ne dépassent pas le cadre imposé, le système actuel de société, et, au final, reviennent en partie à seulement "encadrer" le capital

dévastateur, cela au nom de "l'urgence sociale". Car il est vrai que les décisions gouvernementales et les attaques patronales, en matière de politique culturelle et sociale, détruisent chaque jour des femmes et des hommes qui travaillent dans le secteur culturel.

Or, en accentuant drastiquement la fragilisation des acteurs de la culture et de leurs métiers, de leurs outils, c'est la nature même de la culture qui est sacagée et risque de l'être de manière irréversible. Et la culture n'est pas que la somme de métiers, d'emplois, c'est aussi « *l'instrument de l'émancipation* ». C'est ce que disent les signataires de l'appel "Je marche pour la culture", celles et ceux de la "Lettre ouverte au Président de la République" du 13 février 2014. C'est également le sens du travail qu'interroge, entre autres la Coordination des intermittents et précaires.



La nature et la vigueur des actions des intermittents montre l'importance des enjeux. Les attermoissements ministériels et la non prise en compte des propositions de longue date de la profession amènent aussi à poser la question de qui décide de quoi, question posée en AG, dans les manifestations et dans la lettre de J. Levchine dont *Cerises* publie également un extrait. **M.K.**

## « Je marche pour la culture » le 12 mars 2014

Après un premier appel suivi de manifestations dans de nombreuses villes, les initiateurs de ce mouvement, issus de très nombreux secteurs, relançaient une nouvelle marche le 12 mars contre la "grande braderie de la culture" car « *une société sans politiques publiques pour l'art et la culture et sans droits sociaux ne peut garantir la liberté, l'égalité et la fraternité* ».



Place du Châtelet, à Paris, le 12 mars, devant une pile de livres, revues et bobines de cinéma.

L'art, la culture et l'information ont besoin d'une politique ambitieuse, d'une vision audacieuse.

Depuis plusieurs décennies nous assistons à une situation inédite : démantèlement du service public, diminutions budgétaires, désengagement politique, restriction des acquis sociaux, inégalités territoriales, marchandisation et mise en concurrence se conjuguent pour faire de la culture un produit de consommation et de "marketing".

## Faisons échec au saccage des droits sociaux !

Une bataille essentielle se joue sur le front de l'emploi dans nos secteurs d'activité. Dans le cadre des nouvelles négociations sur l'assurance chômage, le MEDEF, la CGPME et l'UPA veulent mettre fin au régime spécifique des intermittents du spectacle dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle. Depuis de nombreuses années, les organisations représentatives du secteur culturel ont élaboré



●●● des propositions alternatives pour une réforme juste et durable de l'indemnisation chômage des salariés intermittents du spectacle. Ces préconisations, soutenues par les parlementaires du Comité de suivi sur la réforme de l'intermittence, doivent être enfin prises en compte dans les négociations en cours.

### La braderie de la culture est annoncée !

L'obsession du gouvernement à vouloir réduire, sans discernement, la dépense publique sonne le glas du service public en général et de celui de la culture en particulier. Des réductions inédites s'annoncent sur les prochains budgets de l'État et des collectivités territoriales. Le secteur indépendant (compagnies, ensembles, lieux, fabriques...) qui est déjà le plus précarisé et pourtant bien souvent à l'origine des projets, des productions et des initiatives ne pourra plus assurer ses missions d'intérêt général au plus près des habitants. Le secteur culturel, pionnier de la décentralisation, risque de subir

le cataclysme de la réforme voulue par le gouvernement. Une décentralisation efficace doit s'appuyer sur une gouvernance partagée pour reconnaître la place des collectivités territoriales dans les politiques publiques de la culture sans qu'elles ne se substituent à l'État garant du pacte républicain, une compétence partagée afin que les initiatives artistiques et culturelles puissent bénéficier à tous niveaux du soutien politique et des financements publics. Les politiques publiques doivent être les outils contre les inégalités d'accès à l'art et la culture en développant une action volontariste sur les territoires défavorisés. Pour cela il est nécessaire de raisonner dans la durée et non plus sur des projets à court terme. Afin de renforcer la liberté d'expression, il est urgent de refondre les aides à la presse, de lutter contre les concentrations dans les médias, d'élaborer une loi assurant l'indépendance des équipes rédactionnelles et de garantir l'avenir de l'audiovisuel public, durement menacé par la baisse de la dotation publique.

Paris, le 6 mars 2014.

## Contre l'exclusion et la précarisation généralisée, une sécurité sociale professionnelle adaptée



Les membres du comité de suivi (parlementaires et représentants des organisations des intermittents du spectacle et de l'audio-visuel) ainsi que d'autres élus et personnalités co-signent le 9 mars cette tribune<sup>1</sup>.

13 février : des intermittents occupent le ministère de la Culture.

### Pour une réforme juste et équitable de l'assurance chômage des intermittents du spectacle

Partant du constat que les principaux concernés ne sont pas écoutés là où se décide leur sort, le comité de suivi à l'Assemblée Nationale de la réforme du régime d'indemnisation chômage des intermittents, créé en 2003, a été réactivé en 2013, en vue des nouvelles

négociations de la convention UNEDIC. En effet, lors de ces négociations, la délégation patronale (MEDEF, CGPME, UPA) refuse d'écouter les propositions des professionnels présents dans les délégations CGT et FO.

Madame Filippetti a récemment réagi, en demandant que les propositions du comité de suivi soient étudiées. Mais,

arguant que la négociation relève des partenaires sociaux, le gouvernement campe globalement sur ses positions. Nous voilà donc revenus à la case départ.

Aujourd'hui, le Medef annonce vouloir supprimer les annexes 8 et 10, la CFDT déclare juste que le moment est mal choisi.

●●●

1. Texte intégral et signataires, repris de *L'Humanité*, sur le site <http://sud-culture.org/expressions/spip.php?article1696>

●●● Certains verraient comme une victoire de ne pas toucher au régime de l'intermittence. Pourtant, une réforme est possible sur d'autres bases que l'exclusion et la précarisation généralisée (pour les chômeurs en général et les intermittents en particulier).

Une récente étude de Mathieu Grégoire et Olivier Pilmis, commandée par le Syndicat national des Entreprises Artistiques et Culturelles (Syndecac)<sup>2</sup>, vient de démontrer que les propositions du comité de suivi sont plus adaptées, plus justes et plus économes que les règles en vigueur depuis 2003, qui excluent les plus fragiles au profit de salariés à hauts revenus.

Mais nous ne voulons pas nous arrêter pour autant aux seuls arguments

économiques, d'autant moins que les chiffres font régulièrement l'objet d'une manipulation honteuse aux dépens des plus précaires, toujours qualifiés d'assistés.

L'équité serait que tous les chômeurs bénéficient d'une protection sociale adaptée à leur pratique d'emploi et à même de compenser la flexibilité du travail qu'ils subissent.

Le régime de l'intermittence n'est pas un privilège par rapport à d'autres catégories de chômeurs : bien qu'insuffisant depuis 2003, il est adapté aux contrats courts, de même que le régime général l'est aux contrats longs. Contrairement à ce qui est souvent colporté, le régime des intermittents du spectacle ne représente ni un déficit, ni un surcoût. Pour rappel,

les intermittents constituent 3,5% des allocataires et représentent 3,4% des dépenses.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de penser la réforme sans prendre en considération la situation de l'emploi.

D'un côté, on procède à des licenciements massifs, de l'autre on veut revoir à la baisse les droits des chômeurs, qui ne sont nullement responsables de la crise. De nombreux salariés, autres que les intermittents du spectacle, subissent une flexibilité accrue et devraient bénéficier d'une sécurité sociale professionnelle adaptée.(...)

2. Disponible ici : [http://www.syndecac.org/assets/POLITIQUES\\_PUBLIQUES/intermittence\\_rapport-public-syndecac2014.pdf](http://www.syndecac.org/assets/POLITIQUES_PUBLIQUES/intermittence_rapport-public-syndecac2014.pdf)

## « Urgence sociale »

Les organisations de chômeurs, précaires et intermittents, de Pôle emploi appelaient, dans le communiqué de presse du 11 mars, ci-dessous, à se mobiliser à la veille des deux dernières séances de négociations de l'Unedic, dont celle du 13 reportée sous la pression du Medef face, précisément, aux actions et mobilisations étoffées. Solidaires qui appelait à la manifestation intersyndicale du 18, notait à ce sujet : « *Le patronat a eu peur que, avec un accord signé le 13, cette journée soit une occasion de révolte contre l'accord des "partenaires sociaux" (en supplément du cadeau aux patrons signé par la CFDT avec le "pacte de responsabilité").* »



Paris, 13 mars, sur les marches de l'église de la Madeleine.

## Négociations UNEDIC : ni régression, ni statu quo, mais des droits nouveaux !

Communiqué de presse

Organisations de chômeurs (AC, APEIS, MNCP, CIP-IDF, Recours Radiations) et syndicats (Solidaires, Sud Culture, Sud Emploi, FSU/SNU Pôle Emploi) ont tenu ce mardi 11 mars une conférence de presse afin d'exprimer leur colère et leur inquiétude face à l'évolution des négociations sur l'assurance-chômage, dont les grands absents ont été une nouvelle fois les premiers concernés !

Nous exigeons de nouveaux droits pour tous ! Nous ne pouvons nous satisfaire de modifications à la marge. Une refonte totale du système d'indemnisation, seule à même de répondre à l'urgence sociale, est indispensable pour faire face à la situation durablement dégradée du marché de l'emploi, rare et précaire. Aujourd'hui, moins d'un-e chômeur-euse sur deux inscrit-e à Pôle Emploi touche une indemnisation alors que l'UNEDIC prévoit 63 200 chômeurs-euses de plus en 2014. ●●●

●●● Les droits rechargeables, faible contrepartie aux larges reculs du droit du travail accordés au patronat dans l'ANI signé en 2013, doivent être mis en place selon le principe "Un jour indemnisé – un jour cotisé". Mais c'est le système dans son ensemble qui doit être revu pour garantir à chacun un revenu de remplacement, au minimum à hauteur de 80% du SMIC brut (allocations chômage et minima sociaux). Pour faire face à l'urgence,

nous demandons le rétablissement du fonds social pour les chômeurs.

Les chômeurs et précaires, intermittents, intérimaires, contractuel-les ne paieront pas la facture de l'UNEDIC ! Nous demandons une augmentation des cotisations patronales et une taxation substantielle de tout recours abusif aux contrats courts et précaires. Tous les revenus du capital doivent être taxés pour un financement élargi de l'UNEDIC. (...) ●●●



Des assemblées générales très suivies, ci-dessus le 17 février au Théâtre du Rond-Point, sur les Champs Élysées, en bas de page, à l'Olympia, le 5 mars.



Occupation de la Cour des comptes, le 13 mars, qui depuis des années produit des rapports à charge sur les droits des demandeurs d'emploi, dont les intermittents.



Occupation du siège du Medef, le 20 mars, à Avignon.





## « Une activité rémunérée, choisie et pratiquée dans le plaisir »

Oui, il n'y a rien de scandaleux à vouloir être employé dans une activité rémunérée, choisie, et pratiquée dans le plaisir. À quel titre prétend-on nous imposer l'inverse ? Oui, les droits ont souvent semblé scandaleux avant d'avoir été conquis. La liberté de pensée a longtemps été le privilège d'aristocrates qui jugeaient dangereux de partager l'exercice de celle-ci avec *n'importe qui*.

Aujourd'hui, nous sommes intermittents, parfois aussi intérimaires, travailleurs au noir, voire auto-entrepreneurs, RSAstes, sans droits, salariés encore permanents, stagiaires... Nul ne peut se croire protégé, s'il ne commence, collectivement, par se battre contre les vrais privilégiés qui prétendent nous dépouiller peu à peu de nos droits.

Encore une fois, ce que nous défendons, nous le défendons pour tous : un régime d'assurance chômage juste, équitable, mutualiste, élaborés par les premiers concernés.

*Coordination des intermittents et précaires (idf)*

## « La culture, c'est l'avenir, le redressement, l'instrument de l'émancipation »

On pourra s'étonner qu'il soit fait appel ici à un Président dont Jack Ralite, initiateur de l'Adresse ci-dessous, dénonce par ailleurs ainsi la collusion avec les « grandes affaires » : « *Le Président de la République montre qu'il a fait sien cette phrase centrale du rapport Jouyet-Lévy de 2006 élaboré par une majorité d'inspecteurs des finances et d'industriels privés, décorée d'un seul artiste : "Donner au capital humain un traitement économique". Le Président de la République agit malheureusement, comme dans beaucoup de domaines, en covoiturage avec les grandes affaires, contrairement à son engagement de sanctuarisation du budget de la culture qu'il avait nourri avec Baudelaire : "Le meilleur témoignage que nous puissions donner de notre dignité, c'est la culture"* »<sup>1</sup>

On pourra à l'inverse retenir le rôle joué par ce type de démarche publique qui alerte sur la gravité et la portée des risques et, comme le fait remarquer J. Ralite, fédère : au départ, « *Elle était signée par 157 personnalités représentant tout le monde concerné et exprimant un pluralisme rarement atteint : pluralisme des métiers, des sensibilités, des esthétiques, des territoires, des équipements du plus grand au plus petit, des artistes consacrés ou débutants. À cette diversité culturelle s'étaient ajoutés le monde des chercheurs et les cinq syndicats (CGT, CFDT, FSU, SNSC-UNSA, SUD) du ministère de la Culture* ». Un mois plus tard 6 000 signatures<sup>2</sup>.



Monsieur le Président,

Par nos engagements culturels, artistiques et citoyens, nous sommes fidèlement attachés à la politique culturelle française que nous entendons voir se développer selon le principe d'invention de la perpétuelle ouverture. Or, nous constatons que cette démarche après avoir marqué le pas connaît notamment par la politique budgétaire de notre pays une situation s'aggravant de jour en jour. Beaucoup de ce qui avait été construit patiemment se fissure, voire se casse et risque même de disparaître. Le patrimoine dans sa diversité, le spectacle vivant dans son pluralisme, l'écriture, les arts plastiques, les arts de l'image et l'action culturelle sont en danger.

Faute de crédits suffisants, de personnels, de négociations, de considération et de reconnaissance du travail humain,

du respect des métiers, se répandent des malaises, des souffrances, des colères. Le Ministère de la Culture risque de n'être plus le grand intercesseur entre les artistes et les citoyens. Il perd son pouvoir d'éclairer, d'illuminer. Les collectivités territoriales, dont le rôle est devenu immense en culture et en art, voient leurs finances brutalisées et réduites par Bercy. L'Europe continue d'avoir une médiocre politique culturelle alors même qu'elle négocie avec les États-Unis un Traité de libre échange, gravissime pour la culture. Google, l'un des accapareurs des nouvelles technologies à civiliser, limite les citoyens à n'être que des consommateurs et s'installe en Irlande pour ne pas avoir à payer d'impôts en France.

Le travail est tellement livré au management et à la performance que les personnels se voient ôter leurs capacités ●●●

1. Interview du 1/03/2014, dans *La Marseillaise*.

2. Liste des premiers signataires sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Culture".

●●● de respiration et de symbolisation. On a l'impression que beaucoup d'hommes et de femmes des métiers artistiques sont traités comme s'ils étaient en trop dans la société.

On nous répond, c'est la crise. La crise ne rend pas la culture moins nécessaire, elle la rend au contraire plus indispensable. La culture n'est pas un luxe, dont en période de disette il faudrait se débarrasser, la culture c'est l'avenir, le redressement, l'instrument de l'émancipation. C'est aussi le meilleur antidote à tous les racismes, antisémitismes, communautarismes et autres pensées régressives sur l'homme.

Mais la politique actuelle est marquée par l'idée de « *donner au capital humain un traitement économique* ». Il y a une exacerbation d'une allégeance dévorante à l'argent. Elle chiffre obsessionnellement, compte autoritairement, alors que les artistes et écrivains déchiffrent et content. Ne tolérons plus que l'esprit des affaires l'emporte sur les affaires de l'esprit.

On est arrivé à l'os, et cinquante ans de constructions commencent à chanceler. Les êtres eux-mêmes sont frappés, le compagnonnage humain s'engourdit. L'omniprésence d'une logique financière d'État installe une dominance sur les artistes. Nous craignons le risque du pire dans la demeure culturelle. Le Medef ne vient-il pas de réclamer le transfert à l'État des annexes 8 et 10 de l'Unedic relatives aux intermittents du spectacle. L'urgence est de stopper l'agression contre "l'irréductible humain", là où la femme, l'homme trouvent le respect d'eux-mêmes et le

pouvoir de reprendre force contre tous les raidissements normatifs, les coups de pioche, le mépris, l'arrogance. Il est temps à ce "moment brèche" d'accomplir la fonction du refus à l'étage voulu. Il y a besoin d'une nouvelle conscience alors que croît la tentation de réduire la culture à un échange : j'ai produit, tu achètes. La culture se décline au contraire sur le mode : nous nous rencontrons, nous échangeons autour de la création, nous mettons en mouvement nos sensibilités, nos imaginations, nos intelligences, nos disponibilités. C'est cela qui se trouve en danger et requiert notre mobilisation et notre appel en votre direction.

L'histoire garde un geyser de vie pour quiconque a l'oreille fine et écoute éperdument. Encore faut-il renoncer au renoncement. L'homme est plein à chaque minute de possibilités non réalisées. Nous avons tous un pouvoir d'agir à mettre en marche. C'est avec ces idées en tête et au cœur que nous souhaitons, Monsieur le Président, vous faire part de notre vive inquiétude et vous demander de maintenir et de développer la politique culturelle. Un budget minoré pour ce travail indispensable serait grave. Même le surplace conduirait à des agios humains et politiques, à un freinage dans la culture. La politique culturelle ne peut marcher à la dérive des vents budgétaires comme la politique sociale d'ailleurs avec qui elle est en très fin circonvoinage. « *L'inaccompli bourdonne d'essentiel* », disait René Char.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en notre haute considération.

## « À nous tous, citoyens, de fabriquer de la politique »

S'adressant le 17 mars à Jack Ralite, Jacques Livchine<sup>1</sup> rappelle d'abord son « *intense admiration* » pour son action, mais se dit aujourd'hui "en dissidence" avec sa revendication de plus d'argent pour la culture. Pour J. Livchine, « *De l'argent, il y en a plus qu'il n'en faut, mais il est mal partagé, c'est un nouveau partage qu'il faut réclamer, éclairé par les vraies valeurs de la culture* ». Il dénonce les subventions de grosses structures dont il critique la médiocrité ou le choix d'une culture pour riches, le "tape-à-l'oeil" et suggère pour l'une de ces structures de la remettre entre les mains de mécènes (On ne peut s'empêcher de penser à Total ou Vivendi au Louvre, à la privatisation rampante de structures et institutions publiques, ou, dans un autre domaine, à la sponsorisation du sport, aux conséquences de ces «mécénats»). À l'opposé, J. Livchine décline les mille et une facettes de

« *la culture avec les gens* », « *du labour en profondeur en milieu rural* » ou donnant forme à la parole de sans-papiers, dans des « *Petits lieux, petites jauges* » : « *Notre territoire français est parsemée d'innovations culturelles incroyables, mais on reste figé sur les problèmes d'argent des institutions.* » Au-delà de cette mise en opposition vigoureuse (un peu trop globalisante ?), on retiendra l'accent mis sur la nécessaire révolution culturelle et politique :

« *D'abord le politicien à l'ancienne est mort, c'est à nous tous citoyens de fabriquer de la politique, et nous en sommes fort capables.* Il faut refaire "les états généraux" ou "Les états généraux", c'est urgent, le ministre de la Culture, c'est nous tous, Filipetti devra appliquer la politique que nous allons tous réinventer ensemble. »

Est-ce que cette proposition ne rejoint pas l'affirmation de la Lettre ouverte : « *Nous avons tous un pouvoir d'agir à mettre en marche* » ?

1. Texte intégral sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Culture".

● dossier établi par Michèle Kiintz



Les photos, outre celles de la rédaction de *Cerises*, sont empruntées aux sites suivants :

- <http://www.cie-joliemome.org/spip.php?article855>

- <http://www.cip-idf.org>

- <http://g.colin.free.fr/spip>



# À qui profite le crime ?

**E**ntre Russie et Ukraine, chaque camp s'emploie à faire monter la tension. L'une rêve d'expansion économique, l'autre interdit à des Russes de parler russe. Vu le palmarès liberticide de Poutine, le "camp de la démocratie" doit évidemment agir du côté de l'Ukraine ! C'est toujours au nom des droits que les mauvais coups se préparent. Les ennemis de mes ennemis sont-ils toujours mes amis ? En pensant ainsi, en 1940, des Irlandais se battant pour leur indépendance se sont fourvoyés du côté des nazis. Dans un conflit, il se peut qu'aucun des belligérants ne mérite notre sympathie. La Première Guerre mondiale est un exemple. Or, on nous tait que l'actuel gouvernement ukrainien comprend 9 membres issus de l'extrême-droite ultra-nationaliste ou ouvertement néo-nazis et qu'il récupère la colère due au pourrissement du précédent. On tait que l'actuel Premier Ministre ukrainien a participé à la Trilatérale (club du capital, des droites et de sociaux-démocrates) en octobre 2013, au sujet de... l'Ukraine.

Tous ces gouvernements ont conscience (peut-être mieux que nous) d'être assis sur une poudrière sociale et ont intérêt à un climat d'extrême tension.

Les États de l'ex-URSS (Poutine le premier) ont laminé les garanties sociales autrefois existantes. Ils baignent dans la corruption, l'autoritarisme, côtoient les mafias. Tous ont largement de quoi être rejetés. Les USA ont eu sur les reins *Occupy Wall Street*, l'élection d'Obama s'est faite avec le dépit des plus pauvres ; inutile de faire un dessein sur les situations françaises, italiennes et espagnoles. Le Sri-Lanka, le Bangladesh, la Chine connaissent des mouvements à faire frémir les délocalisateurs ; la difficulté d'Angela Merkel à faire un gouvernement dément la réussite qu'on nous vante. USA et Union européenne s'engagent avec une discrétion remarquable

dans un processus de destruction de toute réglementation, le GMT<sup>1</sup> : de quoi attiser davantage la colère et la mondialiser. Quelle meilleure protection pour eux que d'offrir à chaque peuple un ennemi, de pousser à des comportements xénophobes et grégaires ? D'où le fait de les provoquer et de favoriser la montée de groupes fascistes. De plus, ce travail de déstabilisation participe d'une concurrence forcenée que personne n'ose plus appeler guerre économique.

Nous avons déjà eu droit aux guerres en Irak, en Afghanistan, aux tensions avec l'Iran, à la chasse aux terroristes qui a permis aux USA d'intervenir au Pakistan, aux Français en Afrique, aux tensions entre Chine et Japon, entre les deux Corée, la Corée du Nord et les USA... Je ne dis pas que ces gouvernants se concertent entre eux, un intérêt commun suffit à un accord tacite. Encore que le doute soit parfois permis. Ainsi, ce "camp de la démocratie" a dénié le principe même d'un référendum en Crimée assimilé à

"un coup de force" (Fr2) et même si « *la majorité des habitants (de Crimée) veulent un rattachement à la Russie, la communauté internationale s'y oppose* » (Fr 2).

Si ces forces qui reposent sur la soumission des peuples ont besoin de la tension, il ne suffit pas d'appeler à la raison. La solution à un problème vient toujours

de la capacité à chercher les réponses dans un cadre autre que celui qui a engendré ce problème. Penser le peuple comme force de maîtrise du sort collectif, n'est pas hors sujet. Se projeter dans un avenir autre détient les clés du présent.

● Pierre Zarka



1. Voir "[Le projet libéral d'Accord transatlantique face à la démocratie](#)", *Cerises* n° 196, 20/02/2013.



## Rosa, la mésange de la révolution

**N**ous avons déjà noté que beaucoup des plus grands poètes du XX<sup>e</sup> siècle prirent part aux combats populaires et furent communistes. Mais on pourrait aussi remarquer à l'inverse que plusieurs des figures les plus marquantes de la révolution dans ce siècle furent aussi poètes. Mao, qui n'est pas un poète négligeable, Ho Chi Minh, dont les poèmes des *Carnets de prison* sont un chef d'œuvre d'ironie, de modestie, de tendresse... jusqu'au Che ou au sous-commandant Marcos... Peut-être faut-il voir dans cette rencontre entre poésie et révolution la conséquence de la pensée exprimée par le Che : « *Sur-tout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire.* » S'il est quelqu'un qui en est l'illustration, c'est bien Rosa Luxemburg.

Bien qu'elle n'ait pas choisi de s'exprimer en vers, ses écrits révèlent qu'elle fut non seulement une femme de grand courage, mais aussi un écrivain de premier plan, doté d'une grande sensibilité.

Dans ses *Lettres* s'exprime une personnalité forte, à la fois attentive à la vie

et passionnée. Mais ce sont aussi des lettres sur le bonheur (qui ne prennent jamais la forme d'un Traité), lesquelles par leur portée morale ne dépareraient pas aux côtés de la *Lettre sur le bonheur* d'Épicure ou des écrits d'Épictète.

Celle qui fut le symbole de l'opposition de gauche à la guerre impérialiste, celle qui reste dans les mémoires pour son refus éclatant des concessions sur les principes et pour son internationalisme, pour son engagement dans la Révolution spartakiste (alors même qu'elle la jugeait prématurée) et qui devait mourir assassinée par les corps-francs du social-démocrate Noske, le 15 janvier 1919, s'y montre tout d'abord comme une femme « normale », aspirant comme tout un chacun au plus simple des bonheurs.

Dans une lettre de 1899 à son amant Léo Jogiches (qui sera tué lui aussi), elle évoque la perspective de la vie à deux : « *un petit appartement... un travail calme et régulier, des promenades à deux ; de temps en temps l'opéra ; un cercle d'amis que l'on invite à dîner à l'occasion ; chaque année, l'été, un mois à la campagne, mais sans le moindre travail... Et peut-être, avec ça, un petit, un tout petit bébé !* »

Mais cette vie simple lui fut refusée par les turbulences de l'histoire.

En 1917, alors qu'elle est en prison, écrivant à son amie Sonia Liebknecht, elle revient sur l'amour qui occupa une place importante dans sa vie :

« *Et comme je comprends que vous soyez amoureuse de l'amour ! Pour moi, l'amour a été (ou est ?...) toujours plus important, plus sacré que l'objet qui l'éveille. Parce qu'il permet de voir le monde comme un conte de fées scintillant, parce qu'il fait sortir de l'être humain ce qu'il a de plus noble et de plus beau, parce qu'il rehausse ce qui est le plus commun et le plus humble et le sertit de brillants et parce qu'il permet de vivre dans l'ivresse, dans l'extase... »*

Cet amour de l'amour s'accompagne chez elle d'un vif amour de la vie en général.

« *Vous demandez : « À quoi bon tout cela ? » la notion "d'à quoi bon" n'est pas une notion utilisable pour les formes de la vie dans son ensemble. "À quoi bon" y a-t-il des mésanges bleues sur terre ? Je n'en sais vraiment rien, mais je suis heureuse qu'il y en ait* ●●●



Leo Jogiches

●●● et quand me parvient de loin par-dessus les murs de ma prison un rapide "tsi-tsi-bé !" c'est pour moi une douce consolation. »

Dans une autre de ses lettres à Sonia, elle revient sur les mésanges :

« À vous, je peux bien dire tout cela : vous n'irez pas tout de suite me soupçonner de trahir le socialisme. Vous le savez, j'espère malgré tout que je mourrai à mon poste, dans une bataille de rue ou au bagne. Mais mon moi le plus profond appartient plus à mes mésanges charbonnières qu'aux "camarades". »

Cet amour de la nature (elle avait fait des études de botanique) qui se manifeste par une compassion généralisée est dénué d'angélisme, car elle ajoute :

« Et non pas parce que je trouve dans la nature un asile, un lieu de repos, comme tant d'hommes politiques qui n'ont plus rien dans le cœur. Au contraire, je trouve à chaque pas, dans la nature aussi, tant de cruauté que j'en souffre beaucoup... »

Confrontée aux nécessités de la lutte et aux contradictions de l'histoire, cette amoureuse de la vie est prête à sacrifier la sienne pour le combat commun. Elle est d'ailleurs volontiers violente avec les tièdes.

Lors des vœux de Nouvel an, en 1916, elle écrit par exemple à Mathilde Wurm qui se plaint de l'état du parti : « Vous avez "trop peu d'allant", dis-tu mélancoliquement. "Trop peu" n'est pas mal. Vous n'avez pas d'allant du tout, vous rampez. Ce n'est pas une différence de degré mais d'être. Au fond, "vous" appartenez à une autre espèce zoologique que moi... » « Pour moi, sans jamais avoir jamais été particulièrement tendre, je suis, ces derniers temps devenue dure comme l'acier poli. » Et encore : « Gémir est l'affaire des faibles. »

Face aux revers de l'histoire, elle développe une forme de stoïcisme qui n'est pas fatalisme mais qui tient à sa confiance dans le futur. Toujours en 1917, à Sonia Liebknecht : « Je me dis qu'on ne saurait appliquer aux éléments, à un ouragan, à une inondation, une éclipse de soleil, de canons moraux, mais qu'il faut accepter ces événements comme quelque chose de donné, comme un objet de recherche et de connaissance. Se révolter contre l'humanité tout entière n'a finalement pas de sens. » Mais elle ajoute : « j'ai le sentiment que toute cette boue morale dans laquelle nous pataugeons, que cet immense asile d'aliénés dans lequel nous vivons, pourraient se transformer du jour au lendemain, comme par un coup de baguette magique, en leur contraire, en quelque chose de prodigieusement grand et héroïque, et si la guerre dure encore quelques années, ce changement doit s'opérer nécessairement. »

Endurer et ne pas désespérer. Le bonheur dans la lutte est d'abord affaire de volonté. Et là, elle serait plutôt proche

d'Épicure... À Louise Kautsky, elle écrit, en avril 17, alors qu'elle est toujours sous les verrous : « Ma chérie quand on a la mauvaise habitude de chercher une gouttelette de poison dans toute fleur éclosée, on trouve, jusqu'à sa mort, quelque raison de se lamenter ; prends donc les choses sous l'angle opposé et cherche du miel dans chaque fleur : tu trouveras toujours quelque raison de sereine gaîté. »

L'essentiel, pour elle, c'est au cœur de la lutte, de ne pas oublier la bonté. « Être bon, tout simplement. Voilà qui englobe tout et qui vaut mieux que toute l'intelligence et la prétention d'avoir raison... »

Dans la lettre à Mathilde Wurm, après l'avoir étrillée, elle lui dit : « Pour le reste, tâche donc de demeurer un être humain. (...) Rester un être humain c'est jeter, s'il le faut, joyeusement sa vie tout entière "sur la grande balance du destin", mais en même temps se réjouir de chaque journée de soleil, de chaque beau nuage ».

D'avoir vécu ainsi, voici pourquoi, sans doute, alors que d'autres ont transformé des victoires politiques en défaites morales, Rosa au contraire a pu faire d'une défaite politique une victoire morale.



#### ● Francis Combes

Citations extraites de *Lettres et textes choisis de Rosa Luxemburg*, Gilbert Badia, préface Jack Ralite, Le Temps des Cerises.

## Image de la semaine



## Le feu de l'alternative couve toujours en Turquie

Le décès de Berkin Elvan, 15 ans, au bout de 265 jours de coma, a provoqué une manifestation contre le pouvoir d'Erdogan de l'ampleur du mouvement de juin dernier. Le jeune garçon, sorti acheter du pain, avait été atteint par un tir de capsule de gaz. Le lien fait, dans le cortège funéraire, avec les événements de la place Taksim (banderolle sur la photo) montre que les résistances puissantes, qui s'étaient manifestées en juin 2013 dans la société civile, sont toujours présentes (Voir *Cerises* n°184, 28/6/2013)

● **Stigmatiser les musulman-e-s, une pratique d'État**, estiment les signataires d'un texte mis en débat sur le site d'Ensemble ! Militantes et militants du Front de gauche, elles et ils appellent à l'abrogation de la Loi de 2004 sur les signes religieux à l'école, qui a eu pour « *premier effet immédiat* » la « *déscolarisation de quelques centaines de jeunes filles, dans leur grande majorité issues de milieux populaires* ». Cette loi a été suivie des « *menaces sur les "nounous voilées"* », et de la circulaire Chatel interdisant aux mères de famille voilées d'accompagner les sorties scolaires de leurs enfants ; alors que le Conseil d'État en a souligné l'écart par rapport à la tradition laïque, cette circulaire n'a pas été abrogée : « *Elle ne sert plus à garantir la neutralité de l'État, ni à préserver les libertés individuelles. Elle sert à stigmatiser et discriminer les musulmanes et les musulmans.* »



● « **Faire de la politique et si possible autrement** », telle était l'expérience intéressante menée par le réalisateur Thomas Lacoste avec son film *Notre Monde*, qui sort maintenant en DVD. Dans le dossier que *Cerises* y avait consacré (n°174, 4/4/2013), on pouvait lire : « *La démarche agence des paroles singulières appelées à contribuer au pot commun du film : on y constate à la fois la puissance de la critique du libéralisme, des limites de la démocratie actuelle, des surenchères nationalistes. Et on y entend des réflexions substantielles sur les valeurs communes qui méritent d'être défendues et promues.* » Les deux DVD comportent, outre les entretiens du film menés avec 35 intervenants - philosophes, sociologues, économistes, magistrats, médecins, universitaires et écrivains -, 10 entretiens inédits, auquel s'ajoute, dans le livre, un entretien avec le réalisateur. À commander ici <http://labandepassante.org/>

**Cerises**

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



**MEDIAPART**



**twitter**

